

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

#### MARCHE N° DDTM50\_MOE\_EVC\_VEZINS\_2026

##### *L'acheteur*

Préfet de la Manche

##### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Manche

##### *Objet du marché*

Maîtrise d'œuvre pour l'évacuateur de crues de la Sélune.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Forme du contrat.....	4
1-3. Décomposition du contrat / Détail des missions.....	4
1-4. Intervenants.....	4
1-5. Cotraitance.....	5
1-6. Sous-traitance.....	7
1-7. Répartition des risques et aléas géotechniques/structurels.....	7
1-8. Obligations diverses incombant à la fonction de Maîtrise d'Oeuvre.....	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	8
ARTICLE 3. PRIX, AVANCE ET REGLEMENT DES COMPTES.....	8
3-1. Prix.....	8
3-2. Avance.....	10
3-3. Modalités de règlement des comptes.....	11
ARTICLE 4. ENGAGEMENTS SUR LES COUTS.....	13
4-1. Définitions des termes de l'engagement.....	13
4-2. Engagement par rapport au Coût estimatif des travaux (C.0).....	14
4-3. Engagement par rapport au Coût prévisionnel des travaux (C.AVP).....	16
4-4. Engagement par rapport au coût initial des travaux (Ci.tvx).....	16
ARTICLE 5. DELAIS.....	17
5-1. Durée globale du marché.....	17
5-2. Délais d'exécution des prestations du marché.....	17
ARTICLE 6. PENALITES.....	19
6-1. Pénalités de retard.....	19
6-2. Autres pénalités.....	20
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION.....	22
7-1. Relations entre la Maîtrise d'Ouvrage et le Titulaire.....	22
7-2. Réunion de lancement.....	22
7-3. Présentation des livrables.....	23
7-4. Exécution de la mission de Maîtrise d'œuvre pendant la phase travaux.....	25
7-5. Achèvement de la mission.....	27
ARTICLE 8. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	27
8-1 Description du traitement de données à caractère personnel.....	27
8-2Obligations du maitre d'œuvre.....	27
8-2.1Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	28
8-2.2 Droit d'information des personnes concernées.....	28
8-2.3Exercice des droits des personnes.....	28
8-2.4Notification des violations de données à caractère personnel.....	28
8-2.5Aide du maitre d'œuvre dans le cadre du respect par le maitre d'ouvrage de ses obligations29	
8-2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	29

8-2.7 Sort des données.....	29
8-2.8Délégué à la protection des données.....	30
8-2.9Registre des catégories d'activités de traitement.....	30
8-2.10 Documentation.....	30
8-2.11 Obligations du Maître d'ouvrage.....	30
ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE.....	31
9-1Principe.....	31
9-2Exceptions.....	32
9-3Durée de l'engagement de confidentialité.....	32
ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE.....	32
10-1Conditions de résiliation.....	32
10-2Redressement ou liquidation judiciaire.....	33
ARTICLE 11. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	33
ARTICLE 12. REGLEMENT DES LITIGES.....	34
12-1Règlement amiable.....	34
12-2Règlement juridictionnel.....	34
ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG MOE .....	34

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## **ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

#### **1-1.1. Contexte général**

Le projet, porté par la DDTM50 et EDF, s'inscrit dans le cadre du rétablissement de la continuité écologique et sédimentaire de la Sélune et à l'atteinte du bon état des masses d'eau visée par la Directive Cadre sur l'Eau. Ces objectifs sont atteints par l'arasement des deux barrages, et la disparition des retenues associées.

Le périmètre du projet de restauration de la continuité écologique et de cicatrisation du démantèlement du barrage porté par la DDTM 50 correspond aux emprises de la retenue du barrage de Vezins et au site du barrage aujourd'hui démolé.

#### **1-1.2. Objet du contrat**

Le présent contrat a pour objet les prestations de Maîtrise d'œuvre pour le comblement de l'ancien ouvrage d'évacuateur de crues associé au barrage de Vezins sur la Sélune

### **1-2. Forme du contrat**

Le présent contrat est un marché public de Maîtrise d'œuvre

### **1-3. Décomposition du contrat / Détail des missions**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ni en tranches pour le présent marché.

Le marché comprend les missions de Maîtrise d'œuvre suivantes :

- AVP : Réalisation des études d'avant-projet
- PRO : Réalisation des études de projet
- DCE-ACT : Assistance à la rédaction et la passation des contrats de travaux
- VISA : VISA des études d'exécution produites par les entreprises travaux
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La description de chacune de ces missions est détaillée dans le CCTP.

## **1-4. Intervenants**

### **1-4.1. Maîtrise d'Ouvrage (MOA)**

La Maîtrise d'Ouvrage est la Direction Départementale des territoires et de la mer du département de la Manche (50). Elle officie auprès du préfet du Département.

Dans la suite du document, il peut y être fait référence sous les expressions « Maîtrise d'Ouvrage », « MOA » ou « DDTM »

### **1-4.2. Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)**

La Maîtrise d'Ouvrage recourt aux services d'un AMO pour le pilotage du projet de restauration de la continuité écologique de la vallée de la Sélune est assurée par Egis Conseil.

### **1-4.3. Coordonnateur pour la Sécurité et la Protection de la Santé (CSPS)**

La mission de CSPS est assurée par SOCOTEC.

En particulier, le CSPS sera associé lors de la phase de rédaction des pièces techniques du marché de travaux de l'évacuateur de crues, et suffisamment dans les phases en amont par anticipation.

### **1-4.4. Le Contrôleur Technique (CT)**

La mission de Contrôle technique est assurée par : BUREAU VERITAS

La mission consiste en une assistance à la maîtrise d'ouvrage sur le comblement de l'évacuateur de crues sur la phase étude sur le volet contrôle technique ; et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage au titre du contrôle extérieur des chantiers.

Elle porte sur les éléments suivants :

- Mission L – solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- LE – solidité des ouvrages existants
- Mission S – sécurité des personnes dans les constructions

### **1-4.5. Maîtrise d'œuvre pour la restauration de la continuité écologique**

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement dont Antea France est le Mandataire.

### **1-4.6. Bureau d'études en ingénierie géotechnique**

A noter, à ce stade, il est prévu de missionner un Bureau d'études en ingénierie géotechnique pour réaliser la mission type G4 en phase travaux, afin de pallier aux risques géotechniques lors des interventions par l'entreprise. L'entité n'est pas encore retenue.

## **1-5. Cotraitance**

### **1-5.1. Obligations du Mandataire**

En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, en cas de Titulaire constitué en groupement, le Mandataire est solidaire et se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations objet du présent marché et doit pallier toute défaillance d'un ou de plusieurs cotraitants.

En outre, le mandataire du groupement assure la représentation de ses cotraitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son obligation de représentation des cotraitants, le mandataire :

- Est l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage après analyse et avis pour information, de toutes productions et communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un cotraitant,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents cotraitants,
- Assure la transmission au Maître d'Ouvrage en temps utile de toutes informations relatives à la bonne réalisation du projet,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du Maître d'Ouvrage,
- Assure la représentation de chacun des cotraitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché.

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, le mandataire doit :

- Assurer la transmission aux cotraitants, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, ou tout autre décision émanant du Maître d'Ouvrage,
- Assurer la gestion des interfaces internes au groupement et les interfaces externes du groupement
- Centraliser et mettre en cohérence la production des différents cotraitants, dans le respect des objectifs et dispositions du présent marché,
- Suivre l'application des dispositions du marché par les cotraitants et étudier les solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient la bonne exécution du marché et la bonne réalisation du projet,
- Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité,
- S'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS,
- Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants.

### **1-5.2. Obligations des cotraitants**

Dans le cadre d'un groupement, chaque cotraitant doit :

- Fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation du projet,
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le

suivi de l'avancement,

- Informer le mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation des travaux,
- Prendre en compte les remarques émanant du mandataire.

### **1-5.3.** Défaillance d'un membre du groupement

La défaillance d'un membre du groupement est constituée dès lors qu'un membre du groupement, qu'il s'agisse du mandataire ou des autres cotraitants, ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché.

En cas de défaillance d'un cotraitant, le Maître d'Ouvrage doit notifier au mandataire une mise en demeure de prendre les mesures nécessaires pour palier, dans le délai qui lui est prescrit dans la mise en demeure, la défaillance de son cotraitant et permettre la poursuite de la bonne exécution du marché.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

## **1-6. Sous-traitance**

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui de l'objet de la sous-traitance et des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6. du CCAG-MOE

Le Maître d'Œuvre doit transmettre au Maître d'Ouvrage les déclarations de sous-traitance au plus tard un mois avant le début de l'intervention de son sous-traitant, accompagné de l'ensemble des pièces requises.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont formalisés par l'établissement de déclarations de sous-traitance (formulaire DC4 – dernière version en vigueur) signés par l'entreprise sous-traitante, par l'entreprise qui sous-traite, et par le Maître d'Ouvrage.

Si le sous-traitant est amené à exécuter des prestations supplémentaires, ou si l'étendue de ses prestations est réduite, le Maître d'Œuvre doit transmettre au Maître d'Ouvrage une déclaration modificative de sous-traitance (formulaire DC4), qui précise la nature de la modification des prestations, ainsi que le nouveau montant des prestations sous-traitées.

Il est précisé qu'en cas de groupement, si le membre du groupement qui propose de sous-traiter n'est pas le mandataire du groupement, alors la demande d'acceptation et d'agrément du sous-traitant est signée par ce membre du groupement, puis contresignée et présentée par le mandataire du groupement au Maître d'Ouvrage

## **1-7. Répartition des risques et aléas géotechniques/structuraux**

Les investigations géotechniques et structurelles complémentaires nécessaires à la bonne réalisation des études relèvent de la responsabilité du maître d'œuvre, qui devra vérifier la nature des matériaux, la stabilité résiduelle de l'ancien évacuateur de crues, la géométrie des ouvrages et toutes contraintes structurelles pouvant affecter le comblement.

Tout aléa prévisible, résultant d'une insuffisance d'analyse ou de reconnaissance, ne pourra donner lieu à rémunération complémentaire.

A noter, à ce stade, il est prévu de missionner une entité en charge d'une mission géotechnique type G4 lors de la phase travaux.

## **1-8. Obligations diverses incombant à la fonction de Maîtrise d'Oeuvre**

Il est rappelé au titre du présent marché que le maître d'œuvre est tenu d'une obligation de conseil renforcée envers le maître d'ouvrage, notamment en ce qui concerne la conformité réglementaire, la sécurité hydraulique, la stabilité des ouvrages existants et provisoires, la gestion des risques de crue, les impacts environnementaux et la qualité des études d'exécution.

Le maître d'œuvre devra signaler sans délai toute incohérence, insuffisance, erreur ou omission susceptible d'affecter la sécurité, la stabilité ou la qualité technique des travaux. L'absence de signalement engage pleinement sa responsabilité.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE), comprenant la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Répartition des prestations (en cas de groupement)
  - Annexe 2 : Modèle de Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre, qui sera intégralement ou partiellement contractuel.

Les dispositions de chacune de ces pièces ne s'imposent contractuellement que dans la mesure où elles ne dérogent pas aux dispositions des pièces qui lui sont supérieures au regard de l'ordre de priorité susvisé.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois (M0) correspondant au mois de remise des offres.



Par ailleurs, le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir dans l'exercice de ses missions, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces documents, bien que non joints au présent marché, sont réputés connus du maître d'œuvre.

Il est précisé que les marchés de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG Travaux du 30 mars 2021. Le maître d'œuvre reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

## **ARTICLE 3. PRIX, AVANCE ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Prix**

#### **3-1.1.** Nature du prix

Les prestations objet du présent marché sont réglées par un prix global et forfaitaire dont la décomposition figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

En outre, les missions sont rémunérées par un prix forfaitaire provisoire de maîtrise d'œuvre (Fprov MOE) correspondant au produit du taux de rémunération Tx fixé à l'acte d'engagement par le coût estimatif des travaux (C.0) défini par le Maître de l'Ouvrage.

Ce prix forfaitaire pourra être rendu définitif au terme des études AVP, lorsque le Maître d'œuvre aura défini le Cout Prévisionnel des travaux (C.AVP) sur lequel il s'engage.

Conformément aux articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique, un avenant sera alors formalisé par les parties pour :

- d'une part, contractualiser le Cout Prévisionnel des Travaux (C.avp) sur lequel le Maître d'œuvre s'engage,
- et d'autre part, fixer le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions figurant ci-après dans le présent CCAP.

Le forfait définitif de maîtrise d'œuvre ainsi établi sera exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission, et sera réputé couvrir les conséquences pour le Titulaire des modifications de projet qui ne modifient pas le programme de l'opération.

Le forfait de rémunération ne pourra être modifié qu'en cas de modification de programme par le Maître d'Ouvrage, ou de prestations supplémentaires demandées par le Maître d'Ouvrage.

#### **3-1.2.** Contenu du prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors les taxes à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions du marché y

compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (excepté la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du Titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au Titulaire, compte tenu de sa compétence d'Homme de l'Art, d'appréhender la globalité d'une prestation dans toutes ses composantes.

Les prix tiennent compte notamment :

- Des frais de reproduction de documents, de location des locaux du Titulaire, de déplacements et d'une manière générale, tous les frais généraux nécessaires à l'accomplissement du marché ;
- Des frais de gestion des interfaces avec les autres intervenants ;
- De la réalisation de certaines activités en dehors des heures ouvrables (travaux de nuit et de week-end, essais, astreintes, participation aux réunions publiques...) ;
- Des reprises d'études exigées par le Maître d'Ouvrage suite à ses remarques ;
- Des reprises de plans pour assurer la coordination et la synthèse des études

### **3-1.3.** Modalités de variation des prix

Les prix de l'ensemble du présent marché sont révisables à la date anniversaire du marché.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres, appelé mois zéro (M0).

L'index de révision (I) applicable au prix du présent marché est l'index ING Ingénierie.

La révision du prix est opérée par application à l'acompte du mois N d'un coefficient (Cn) de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,2 + 0,8 \times (I_n/I_0)$$

Dans laquelle I0 et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Pour tous les éléments de mission du présent marché, l'index pris est l'index du mois au cours duquel la part de la prestation relative à l'acompte concerné a été exécutée.

En cas de disparition de l'indice ou de l'index, le nouvel indice ou index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Lorsque la valeur finale des index ou indices n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le Maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index ou indices correspondants sont publiés.

Application de l'arrondi au millième supérieur

Les arrondis s'effectueront avec 3 décimales.

Lorsque la 4ème décimale est  $> 5$  la 3ème décimale est arrondie à l'unité suivante.

Lorsque la 4ème décimale est  $< 5$  on garde la 3ème décimale.

NB : Dans le cas où la demande de révision interviendrait postérieurement à la date anniversaire du marché, les prix seront révisés à compter de la date de réception de la demande, sans possibilité de régularisation rétroactive.

### **3-2. Avance**

S'il n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance est accordée pour le marché.

L'avance est égale à 15,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65,0 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au maître d'œuvre à titre d'acompte.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au maître d'œuvre du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-18 et suivants du Code de la commande publique.

### **3-3. Modalités de règlement des comptes**

#### **3-3.1.** Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **3-3.2.** Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **3-3.3.** Règlement des acomptes et échéancier de paiement

L'ensemble des prestations objet du présent marché sont rémunérées mensuellement à l'avancement, dans la limite des conditions et clefs de paiement définies dans le tableau ci-après.

La demande de paiement du Maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement des missions et indique le pourcentage du délai d'avancement de leur exécution. Ces pourcentages, après accord du Maître d'Ouvrage, servent de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Intitulé de la mission	Echéancier de facturation
<b>MISSIONS DE MAÎTRISE D'OEUVRE</b>	
<b>Mission AVP</b>	<p><b>La mission AVP</b> sera réglée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après réception du dossier d'AVP définitif, à hauteur de 60% du montant total de la mission AVP,</li> <li>Après intégration des remarques au dossier d'AVP définitif et approbation par le Maître d'Ouvrage, à hauteur de 40% du montant total de la mission AVP,</li> </ul>
<b>Mission PRO</b>	<p><b>La mission PRO</b> sera réglée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après réception du dossier PRO définitif, à hauteur de 60% du montant total de la mission PRO,</li> <li>Après intégration des remarques au dossier PRO définitif et approbation par le Maître d'Ouvrage, à hauteur de 40% du montant total de la mission M4 PRO,</li> </ul>
<b>Mission ACT</b>	<p><b>La mission DCE-ACT</b> sera réglée à l'avancement, dans les limites et selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après réception du DCE Travaux, à hauteur de 40% du montant total de la mission DCE-ACT,</li> <li>Après la notification des marchés de travaux, à hauteur de 60% du montant total de la mission DCE-ACT,</li> </ul> <p>En cas d'absence de notification du marché de travaux dans un délai de 12 mois à compter de la date de remise du rapport d'analyse des offres par le maître d'œuvre, ce dernier sera en droit de se faire régler le solde de sa mission DCE-ACT.</p>
<b>Mission VISA</b>	<p><b>La mission VISA</b> sera réglée comme suit dans les limites et selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécu-</li> </ul>

	<p>tion, plans de synthèse à remettre par les entreprises et justifiant du visa du maître d'œuvre, à hauteur de 30% de la mission VISA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'avancement, sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires, à hauteur de 70% de la mission VISA ;</li> </ul>
<b>Mission DET</b>	<p><b>La mission M8 DET</b> sera comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En fonction de l'avancement de la mission, tout le long des travaux, jusqu' au prononcé de la dernière réception à hauteur de 90 % du montant total de la mission DET,</li> <li>• À la levée de la dernière réserve à hauteur de 10% du montant total de la mission DET</li> </ul>
<b>Mission AOR</b>	<p><b>La mission M9 AOR</b> sera réglée dans les limites et selon l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'issue des Opérations Préalables à la réception, à la date de l'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : à hauteur de 10% du montant total de la mission AOR,</li> <li>• À l'achèvement des levées de réserve, à hauteur de 30 % du montant total de la mission AOR,</li> <li>• À la remise du dossier des ouvrages exécutés : à hauteur de 40 % du montant total de la mission AOR,</li> <li>• A la fin du délai de la garantie de parfait achèvement des ouvrages: à hauteur de 20 % du montant total de la mission M9 AOR.</li> </ul>

### 3-3.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, tel qu'indiqué en annexe de l'AE. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE.

### 3-3.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **ARTICLE 4. ENGAGEMENTS SUR LES COÛTS**

L'objectif du Maître d'Ouvrage étant de maîtriser le coût de construction des ouvrages tels qu'ils sont définis aux niveaux fonctionnel et technique, le Titulaire s'engage à mobiliser tous les moyens pour atteindre cet objectif.

Dans cette optique, le Titulaire doit s'engager sur le coût des travaux conformément aux modalités précisées ci-dessous. Il pourra également bénéficier d'une prime.

#### **4-1. Définitions des termes de l'engagement**

##### **○ Coût estimatif des travaux (C.0)**

Le coût estimatif des travaux est évalué par la Maîtrise d'ouvrage à l'occasion de l'établissement du programme et de l'enveloppe prévisionnelle.

##### **○ Coût prévisionnel des travaux (C.AVP)**

Le coût prévisionnel des travaux est évalué par le Titulaire au terme de ses études AVP et est soumis à l'accord du Maître d'ouvrage.

Ce coût couvre toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'opération de travaux, à l'exclusion :

- De la rémunération des différents prestataires de services intervenant sur l'opération, et notamment le CSPS, le contrôle technique, les assistants à maîtrise d'ouvrage,
- Des dépenses de libération d'emprise ;

Comme indiqué à l'article 3-1.1 du présent CCAP, un avenant au présent marché sera signé pour :

1. fixer le coût prévisionnel des travaux (C.AVP) sur lequel le Titulaire s'engage à l'issue de la phase AVP
2. fixer le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE).

##### **○ Coût initial des travaux (Ci.TVX)**

Le coût initial des travaux (Ci.TVX) est constaté par le Titulaire au terme de la phase ACT, après qu'ait été signé l'ensemble des marchés de travaux dont le Titulaire a la charge en tant que Maître d'Œuvre.

Ce coût initial des travaux (Ci.TVX) résulte de la somme des montants initiaux des marchés de travaux tels qu'ils ont été notifiés aux entreprises par le Maître d'Ouvrage, après éventuelles négociations et mises au point.

##### **○ Coût définitif des travaux (Cf.TVX)**

Le coût définitif des travaux (Cf.TVX) est constaté par le Titulaire au terme de la réalisation des différents travaux. Ce coût résulte des décomptes généraux et définitifs, comprend les avenants passés en cours de chantier ou en fin de travaux et inclut les réclamations et les éventuelles modifications de projet.

Les montants retenus pour les réclamations correspondent à ceux réglés par la maîtrise d'ouvrage en réponse aux demandes de rémunération complémentaire des entreprises, que ce règlement corresponde à celui proposé par le Titulaire suite à son instruction des réclamations, à celui proposé par le Comité de Règlement Amiable des litiges, ou à celui décidé par le juge administratif.

## **4-2. Engagement par rapport au Coût estimatif des travaux (C.0)**

En cas de divergence entre le coût estimatif des travaux (C.0) établi par le Maître d'ouvrage et le Coût prévisionnel des travaux établi par le Titulaire (C.AVP), le Titulaire transmet au Maître d'ouvrage un rapport expliquant l'écart entre le C.0 et le C.AVP pour la réalisation du projet.

A cette occasion, le Titulaire peut proposer dans son rapport les précisions, ajustements ou modifications qui lui paraissent nécessaires d'apporter pour ramener le C.AVP au niveau du C.0.

Suite à l'instruction de ce rapport, et après échange entre le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage, ce dernier pourra approuver ou refuser les études AVP, et fixera la rémunération définitive du Maître d'œuvre, via un avenant, suivant les modalités figurant ci-dessous ;

- **Cas 1 : l'écart entre C.0 et C.AVP est compris entre 0 et 5%**

Dans cette hypothèse, après échange avec le maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage pourra approuver les études AVP produites par le MOE ainsi que le C.AVP qu'il propose.

Dans ce cas de figure, le forfait provisoire de rémunération du titulaire, tel que défini précédemment, est inchangé et devient le forfait définitif de rémunération.

Pareillement, il est précisé que si C.AVP est inférieur au C.0, le forfait provisoire de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fprov MOE), tel que défini précédemment, est inchangé et devient le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE).

Le C.AVP, ainsi que le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) ainsi déterminé, sont formalisés par voie d'avenant.

- **Cas 2 : l'écart entre C.0 et C.AVP est compris entre 5 et 10%**

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage peut :

- refuser de réceptionner les prestations à remettre à ce stade par le Titulaire et lui demander de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec le Coût estimatif des ouvrages (C.0) qui a été établi par le maître d'Ouvrage, auquel cas les délais nécessaires pour effectuer ces reprises et présenter les études ainsi reprises ne pourront justifier aucune prolongation de délais.

En pareille hypothèse, le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) ne pourra être établi qu'après que le titulaire ait opéré les reprises attendues et présenté un projet compatible avec le Coût estimatif des ouvrages (C.0).

- Accepter le Coût Prévisionnel des Travaux (C.AVP) présenté par le Titulaire, auquel cas, le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) est alors calculé comme suit :

- Si  $C.AVP > C.0$ :

Le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) est calculé comme suit :

$$F_{\text{def MOE}} = (T_x \times C.AVP) - 5\% \times (C.AVP - C.0)$$

Le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) est égal au produit du taux de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre ( $T_x$ ) par le coût prévisionnel des travaux ( $C.AVP$ ), auquel est soustrait un montant équivalant à 5% de la différence entre le coût prévisionnel des travaux ( $C.AVP$ ), et le coût estimatif des travaux ( $C.0$ )

Le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) ainsi déterminé est formalisé par voie d'avenant.

- Si  $C.AVP < C.0$ :

Le forfait provisoire de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fprov MOE), tel que défini précédemment, est inchangé et devient le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE).

Le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre (Fdef MOE) ainsi déterminé est formalisé par voie d'avenant.

- **Cas 3 : l'écart entre C.0 et C.AVP est supérieur à 10%**

Dans cette hypothèse, le Maître d'ouvrage refuse de réceptionner les prestations à remettre à ce stade et demande au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec le Coût estimatif des ouvrages ( $C.0$ ). Les délais nécessaires pour représenter les prestations ne pourront justifier par eux-mêmes une prolongation du délai contractuel.

Il est précisé que dans les trois cas de figure précités, ne sont pas prises en compte les modifications de programme demandées par le Maître d'Ouvrage.

#### **4-3. Engagement par rapport au Coût prévisionnel des travaux (C.AVP)**

Les missions du Titulaire comportent l'assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux. A ce titre, il incombe au Titulaire de s'attacher au respect de l'objectif de coût C.AVP et de procéder à la reprise des études chaque fois que cela est nécessaire, à savoir lorsque la tolérance étude qui s'élève à 5% n'est pas respectée.

Le respect de cet engagement sur le Coût Prévisionnel des Travaux ( $C.AVP$ ), assorti d'un seuil de tolérance de 5%, est contrôlé :

- Au terme de chaque consultation tenue en vue de l'attribution d'un marché de travaux

Pour chaque consultation travaux, lorsque le montant de l'offre économiquement la plus avantageuse est supérieur de + de 5% par rapport au cout prévisionnel affecté à ce marché de travaux par le Maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage peut :

- Déclarer l'appel d'offres infructueux ;
- Demander au Maître d'œuvre la reprise de ses études dans un délai de 30 jours, auquel cas le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre ses études sans que cela n'ouvre droit à



aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

- Au terme de la mission ACT, lorsque tous les marchés de travaux ont été notifiés

Une fois que tous les marchés de travaux auront été notifiés et que pourra être établi le Cout initial des Travaux (Ci.TVX), ce dernier sera comparé au Cout prévisionnel des travaux (C.AVP).

S'il s'avère que le Cout initial des Travaux (Ci.TVX) est inférieur de plus de 15% par rapport au Cout prévisionnel des travaux (C.AVP), et que le Maître d'œuvre a ainsi surestimé le Cout prévisionnel des travaux (C.AVP), le Maître d'ouvrage applique au Maître d'œuvre une pénalité calculée comme suit :

Pénalité pour surestimation du C.AVP =  $10\% \times [(C.AVP \times 0.95) - Ci.TVX]$

Le montant de cette pénalité est plafonné à hauteur de 15% du montant des prix forfaitaires définitifs rémunérant les missions de maîtrise d'œuvre préalables à la mission DET.

#### **4-4. Engagement par rapport au coût initial des travaux (Ci.tvx)**

La mission confiée au Titulaire comporte la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance lors des opérations de réception. A ce titre, il lui incombe, par sa supervision des entreprises travaux, de tenir le cout initial des travaux (Ci.TVX), lequel est assorti d'un seuil de tolérance de 5%.

Le respect de cet engagement du Titulaire sur la tenue des couts de travaux est contrôlé après exécution complète des travaux, en comparant le coût final des travaux (Cf.TVX), qui n'est autre que le montant constaté des travaux dont le Titulaire a assuré la maîtrise d'œuvre, au coût initial des travaux (Ci.TVX).

Pour permettre la comparaison entre le coût initial des travaux (Ci.TVX) déterminé à l'issue de la phase ACT, et le coût final des travaux (Cf.tvx) constaté aux terme de la DET, les montants du Ci. tvx et du Cf. tvx sont ramenés à la date du coût C.0 (M0) par application des clauses de révision prévus dans chaque marché ou à défaut par simple rapport des index TP01 pris au mois de base des offres de travaux. Les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Lorsque le coût final des travaux (Cf.tvx) est supérieur de plus de 5% au coût initial des travaux (Ci.tvx), éventuellement complété par le montant des travaux complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage au cours de l'exécution du marché (Modifications de Programme dénommées ci-après deltaMP), le Titulaire se voit appliquer une pénalité dont le montant est calculé comme suit:

Pénalité sur Cf tvx =  $10\% \times (Cf\ tvx - (Ci.tvx + deltaMP))$

Le montant de cette pénalité est plafonné à hauteur de 15% du montant des prix forfaitaires définitifs rémunérant les missions de maîtrise d'œuvre postérieures à la mission ACT, à savoir rémunérant les missions VISA DET et AOR.

## **ARTICLE 5. DELAIS**

### **5-1. Durée globale du marché**

Le délai global du présent marché débutera à compter de la date de sa notification et à la date d'achèvement de la dernière garantie de parfait achèvement courant sur les ouvrages réalisés dans le cadre du projet.

### **5-2. Délais d'exécution des prestations du marché**

Les délais d'exécution des prestations objet du présent marché sont exprimés en jours calendaires, et principalement aux dates des décisions d'enclenchement des différentes missions par le Maître d'ouvrage par ordre de service, ci-après dénommé T0.AVP pour la date de la décision d'enclenchement de la mission AVP, T0.PRO pour la date d'enclenchement de la mission PRO, et ainsi de suite.

Ces délais sont exprimés sous la forme de jalons (J.), c'est à dire comme les dates limites (au plus tard) que doit respecter le titulaire pour honorer le présent marché.

Il est précisé que les livrables concernés par ces jalons devront être produits par le Titulaire au Maître d'Ouvrage, dans une version :

- Conforme aux exigences contractuelles, aux règles de l'art et au niveau de qualité attendu,
- Complète, finalisée et mise à jour,
- Claire, concise et précise,
- Intelligible et compréhensive, dénuée d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Si les livrables ne sont pas remis conformément à ces prescriptions, ils seront considérés comme n'ayant pas été remis, auquel cas les pénalités seront applicables si les jalons de production desdits livrables sont dépassés.

En outre, il est précisé que la production des livrables à date, conformément aux prescriptions mentionnées ci-avant, ne vaut pas approbation dudit livrable.

Toute approbation d'un livrable nécessitera une décision formelle du Maître d'Ouvrage (courriel ou OS)

Les délais des missions sont définis comme suit :

Intitulé du jalon	Missions	Date limite (au plus tard) du jalon	Définition du Jalon
<b>MISSIONS DE MAITRISE D'OEUVRE</b>			
J.1	<b>AVP</b>	T0.AVP + 60 j	Remise du dossier AVP
J.2		T0.AVP + 60 j	Note de proposition de stratégie d'achat et d'allotissement
J.3		20 jours après avis du Maître d'ouvrage sur le dossier AVP	Reprise du dossier AVP pour intégration des remarques
J.4	<b>PRO</b>	T0.PRO + 15j	Note synthétique sur les observations retenues lors de la validation de l'avant-projet à intégrer dans le projet
J.5		T0.PRO+ 50j	Le dossier PRO V1
J.6			La Note définitive de la stratégie d'achat et d'allotissement avec planification des consultations
J.7		10 jours après avis du maître d'ouvrage sur le dossier PRO	Reprise du PRO pour intégration des remarques
J.8	<b>ACT</b>	T0.ACT + 40j	DCE pour chaque consultation (pièces contractuelles, techniques et administratives)
J.9		Réception des offres par le MOE + 21 jours	Rapport d'analyse des candidatures et des offres
J.10	<b>VISA</b>	T0.VISA + 7 j	Tableau de traçabilité diffusé au Maître d'ouvrage, au CSPS et à tout autre prestataire intéressé au suivi du visa des documents
J.11		remise des pièces + 15 jours	Visa des pièces remises par les entreprises
J.12	<b>DET</b>	T0.DET + 7 j	Outils de suivi des coûts du projet
J.13		2 j à compter de la réunion de chantier	Compte-rendu des réunions de chantier
J.14		20 j après réception de la réclamation	Instruction des réclamations
J.15		14 j après la demande du MOA	Établissement du décompte général
J.16	<b>AOR</b>	T0.AOR + 20j	Procès-verbal des opérations préalables à la réception (OPR)
J.17		T0.AOR+30j	Proposition de la réception au MOA
J.18		T0.AOR+60j	Examen du DGD

## **ARTICLE 6. PENALITES**

Les pénalités mentionnées dans le présent article s'appliquent sans mise en demeure préalable et sont :

- Forfaitaires,
- Cumulables entre elles,
- Non rattrapables,
- Non libératoires.

Par dérogation aux dispositions de l'article 16.3.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

### **6-1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 16.3.2 du CCAG MOE, le présent article fixe les délais, les points de départ des délais et le montant des pénalités en cas de retard des éléments de mission du présent marché.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, les pénalités de retard sont plafonnées à 15% du montant du marché hors taxes.

Ces pénalités s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage avant les dates prescrites, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Complètes, finalisés et mis à jour,
- Clairs, concis et précis,
- Intelligibles, compréhensives, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Intitulé du jalon	Missions	Date limite (au plus tard) du jalon	Définition du Jalon	Pénalités
<b>MISSIONS DE MAITRISE D'OEUVRE</b>				
J.1	<b>AVP</b>	T0.AVP + 60 j	Remise du dossier AVP	1000 € / j
J.2		T0.AVP + 60 j	Note de proposition de stratégie d'achat et d'allotissement	500 € / j
J.3		20 jours après avis du Maître d'ouvrage sur le dossier AVP	Reprise du dossier AVP pour intégration des remarques	500 € / j
J.4	<b>PRO</b>	T0.PRO + 15j	Note synthétique sur les observations retenues lors de la validation de l'avant-projet à intégrer dans le projet	500 € / j
J.5		T0.PRO+ 50j	Le dossier PRO V1	1000 € / j
J.6			La Note définitive de la stratégie d'achat et d'allotissement avec planification des consultations	500 €/j
J.7		10 jours après avis du maître d'ouvrage sur le dossier PRO	Reprise du PRO pour intégration des remarques	1000€ j

Maîtrise d'œuvre pour l'évacuateur des crues  
de la Sélune – CCAP

J.8	ACT	T0.ACT + 40j	DCE pour chaque consultation (pièces contractuelles, techniques et administratives)	1000€ j
J.9		Réception des offres par le MOE + 21 jours	Rapport d'analyse des candidatures et des offres	1000€ j
J.10	VISA	T0.VISA + 7 j	Tableau de traçabilité diffusé au Maitre d'ouvrage, au CSPS et à tout autre prestataire intéressé au suivi du visa des documents	200 € /j
J.11		remise des pièces + 15 jours	Visa des pièces remises par les entreprises	500 €/j
J.12	DET	T0.DET + 7 j	Outils de suivi des couts du projet	200 € /j
J.13		2 jà compter de la réunion de chantier	Compte-rendu des réunions de chantier	200 € /j
J.14		20 j après réception de la réclamation	Instruction des réclamations	500 €/j
J.15		14 j après la demande du MOA	Établissement du décompte général	500 €/j
J.16	AOR	T0.AOR + 20j	Procès-verbal des opérations préalables à la réception (OPR)	500 € /j
J.17		T0.AOR+30j	Proposition de la réception au MOA	500 € / j
J.18		T0.AOR+60j	Examen du DGD	500 € / j

## **6-2. Autres pénalités**

### **6-2.1.** Pénalité pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, une pénalité forfaitaire de 500 € HT par absence sera appliquée.

### **6-2.2.** Pénalité pour non tenue de registre de chantier

En cas de constat de non mise à jour du registre de chantier, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 500€ HT par constat.

### **6-2.3.** Pénalité pour absence aux OPR

En cas d'absence du représentant du Maître d'œuvre aux OPR, il sera appliqué à ce dernier une pénalité de 500 €/j de retard, calculée entre la date initiale et la date définitive de signature des OPR.

### **6-2.4.** Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 5% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à

titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **6-2.5.** Pénalité pour non remplacement du directeur de projet par une personne de compétences équivalentes

La bonne exécution des prestations dépend fortement du Directeur de projet désigné à l'Acte d'Engagement.

En cas d'indisponibilité du directeur de projet nommément désignée dans l'Acte d'Engagement, le maître d'œuvre doit en aviser par écrit le maître d'ouvrage dans les cinq (5) jours suivant cette indisponibilité, puis désigner et soumettre au maître d'ouvrage, dans les quinze (15) jours suivant la notification de l'indisponibilité de la personne en cause, un remplaçant ayant des compétences et un niveau d'expérience comparables.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé si celui-ci ne dispose pas de compétences et d'un niveau d'expérience comparables à celui du directeur de projet désigné dans l'offre.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant proposé par le maître d'œuvre, le maître d'œuvre dispose d'un nouveau délai de quinze (15) jours à compter de la notification de ce refus pour désigner un autre remplaçant de compétences équivalentes et en informer le Maître d'ouvrage.

Si au terme de ce nouveau délai de quinze (15) jours, le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux du directeur de projet désigné à l'Acte d'Engagement, le maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 3 000 €, et se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire si aucun remplaçant n'est désigné par le Titulaire.

### **ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION**

#### **7-1. Relations entre la Maîtrise d'Ouvrage et le Titulaire**

##### **7-1.1.** Domiciliation du Titulaire

Une fois que les travaux seront entamés, le Titulaire devra obligatoirement assurer une présence physique permanente de l'équipe en charge du suivi des travaux, à proximité immédiate de leur lieu d'exécution des travaux, pendant tout leur durée.

##### **7-1.2.** Convocation du Titulaire, rendez-vous sur site

Le Titulaire ou son représentant agréé se rend dans les bureaux du Maître d'ouvrage ou sur le site des futures réalisations toutes les fois qu'il en est requis.

Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses cotraitants et de ses sous-traitants.

### **7-1.3** Ordres de service à destination du Maître d'œuvre

Le Maître d'ouvrage délivre à la maîtrise d'œuvre des « ordres de service » pour diriger l'exécution des prestations. Ces OS sont écrits, datés et signés par le Maître d'ouvrage. Ils sont remis par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Lorsque le Maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d'Ouvrage dans un délai de 15 jours.

Qu'il émette ou non des réserves, le maître d'œuvre se conforme strictement aux ordres de service.

### **7-1.4** Autres modes de communication

En cas d'urgence, les notifications et communications peuvent être transmises par messagerie électronique et confirmée par courrier.

Peuvent être transmis ainsi, les lettres, les ordres de service, les notes d'observations et les mentions de visa des documents à condition qu'un message accusant réception soit envoyé en réponse par le destinataire, la date automatiquement imprimée sur le message électronique étant alors retenue comme date de notification ou de remise de la communication, à l'exception des samedi, dimanche, jours fériés, jours chômés et des heures réputées non travaillées, pour lesquels la date de validité est le jour ouvrable qui suit.

Les cas de force majeure sont exclus des présentes dispositions.

Les notifications transmises par télécopie sont confirmées par courrier pour éviter toute contestation.

## **7-2. Réunion de lancement**

A l'initiative du Maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération et leurs rôles;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le Maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

## **7-3. Présentation des livrables**

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires papiers en plus d'une version dématérialisée suivants :

Maîtrise d'œuvre pour l'évacuateur des crues  
de la Sélune – CCAP

	Contrôle Technique	CSPS	Maitre d'ouvrage
AVP	1 exemplaire numérique	1 exemplaire papier	1 exemplaire numérique
PRO	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique
ACT : Rapport d'analyse des candidatures et des offres DCE : Dossier de consultation des Entreprises	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique
VISA	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique
DET : CR de chantier	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique
AOR :	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique
AOR : PV de réception et Levée des réserves	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire papier + 1 exemplaire numérique
AOR : Dossier des ouvrages exécutés	1 exemplaire numérique	1 exemplaire numérique	1 exemplaire papier + 1 exemplaire numérique

Le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la notification du marché ou de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service de démarrage comme indiqué ci-dessus.

A noter que le point de départ des délais des éléments ultérieur :

- est constitué par l'acceptation expresse par le maître d'ouvrage de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés ci-après ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante. Ces dispositions sont applicables jusqu'à l'élément de mission ACT, phase "Etablissement du dossier de consultation".
- Pour l'analyse des offres, le délai court à compter de la date d'ouverture des offres.
- Pour la mise au point des marchés, le délai court à compter de l'attribution des marchés par la CAO.
- Pour les missions VISA, les délais courent à compter de la date de remise des documents par les entreprises



## **7-4. Exécution de la mission de Maîtrise d'œuvre pendant la phase travaux**

### **7-4.1.** Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre qui est l'interlocuteur principal des entreprises de travaux, en charge du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Il est tenu de faire respecter par les entreprises de travaux l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

### **7-4.2.** Ordres de service à destination des entreprises travaux

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, à l'exception des OS de commencement des travaux et de tout autre OS que souhaiterait émettre le Maître d'Ouvrage.

En aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- A la notification de la date de commencement des travaux ;
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 4 jours.

Les ordres de service dont copie doit être remise au Maître d'ouvrage sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis

### **7-4.3.** Direction de l'exécution

Le maître d'œuvre animera une réunion de chantier bimensuelle obligatoire, et pourra procéder à des visites inopinées.

Un rapport circonstancié sera transmis au maître d'ouvrage après chaque événement notable.

### **7-4.4.** Vérification des projets de décomptes des entreprises travaux

Au cours des travaux, le Maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le Maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant.

Il notifie à l'entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception cet état d'acompte accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

À compter de la réception des projets de décomptes mensuels, le maître d'œuvre doit dans un délai maximum de 7 jours, délai de cheminement du courrier inclus :

- Procéder à leur vérification,
- Les transmettre, par lettre recommandée ou contre un récépissé, au maître d'ouvrage accompagné d'une copie de l'Accusé de Réception ou du récépissé que lui aura délivré l'entreprise.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt des pénalités

#### **7-4.5.** Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit le décompte général.

A compter de la réception des projets de décomptes finaux, le maître d'œuvre doit, dans un délai maximum de 10 jours, délai de cheminement du courrier inclus :

- Procéder à leur vérification,
- Les transmettre, par lettre recommandée ou contre un récépissé, au maître d'ouvrage accompagné d'une copie de l'Accusé de Réception ou du récépissé que lui aura délivré l'entreprise

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le Maître d'œuvre encourt des pénalités.

Si le Maître d'œuvre n'a pas transmis au Maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

#### **7-4.6.** Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation que celui-ci soit présenté avant ou après la remise du projet de décompte final.

#### **7-4.7.** Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément au CCAG, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Il devra s'assurer que les entreprises respectent les obligations réglementaires tant en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, qu'en matière de réglementation du droit du travail.

Le maître d'œuvre certifie sur l'honneur que les salariés qui exécuteront les prestations, seront employés régulièrement au regard des articles L 3243-1 à L3243-4 et L 1221-10 à L1221-15 du

Code du travail.

Le maître d'œuvre devra produire, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales lui incombant et datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 à L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail ou règles équivalentes pour les candidats étrangers.

Le personnel du Titulaire, et en général de chaque intervenant à l'opération, devra porter un badge d'identification avec photo, son nom et le nom de l'entreprise qui l'emploie. La photo sera incluse dans l'épaisseur du badge. Chaque véhicule sera identifié.

### **7-5. Achèvement de la mission**

La mission du Maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux de 2021) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du Maître d'œuvre, par le Maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21.1 du CCAG MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 8. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **8-1 Description du traitement de données à caractère personnel**

Le maître d'œuvre est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'ouvrage les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **8-2 Obligations du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions du maître d'ouvrage,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du

présent contrat,

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le maître d'œuvre considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le maître d'œuvre est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le maître d'ouvrage avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### **8-2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le maître d'œuvre peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si mandaté n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du maître d'ouvrage. Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le maître d'œuvre demeure pleinement responsable devant le maître d'ouvrage de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **8-2.2 Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au Maître d'ouvrage de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

### **8-2.3 Exercice des droits des personnes**

Le maître d'œuvre aide le maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du maître d'œuvre des demandes d'exercice de leurs droits, le maître d'œuvre doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : \_\_\_\_\_

#### **8-2.4 Notification des violations de données à caractère personnel**

Le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- La nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **8-2.5 Aide du maître d'œuvre dans le cadre du respect par le maître d'ouvrage de ses obligations**

Le maître d'œuvre aide le maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **8-2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **8-2.7 Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le maitre d'œuvre s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### **8-2.8 Délégué à la protection des données**

Le maitre d'œuvre communique au Maitre d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### **8-2.9 Registre des catégories d'activités de traitement**

Le maitre d'œuvre déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **8-2.10 Documentation**

Le maitre d'œuvre met à la disposition du maitre d'ouvrage, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **8-2.11 Obligations du Maitre d'ouvrage**

Le Maitre d'ouvrage s'engage à :

- Fournir au maitre d'œuvre les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le maitre d'œuvre,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du maitre d'œuvre,

- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du maître d'œuvre

## **ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE**

### **9-1 Principe**

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité les plus absolus pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions, quels qu'en soient la nature, la forme et le support, qui lui seront communiqués, dont il a connaissance ou qu'il produit et/ou élabore lui-même, au cours de l'exécution du présent marché public (ci-après désignés les « Informations Confidentielles »).

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires au respect de la présente obligation de confidentialité. À ce titre, il s'engage notamment à ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour une autre finalité que l'exécution du présent marché public et à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute situation à même de constituer une violation des présentes dispositions.

Le Titulaire ne permet l'accès aux Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement besoin d'en connaître et à la condition expresse que ces derniers aient signé, personnellement et préalablement, l'attestation de Confidentialité du Projet dont le modèle figure en annexe du Règlement de Consultation.

Le Titulaire ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite du maître d'ouvrage, transmettre une quelconque Information Confidentielle à un tiers, y compris à titre gratuit et y compris par oral. Les seules dérogations à ce principe sont les suivantes :

- S'agissant des sous-traitants du Titulaire, le Titulaire peut leur transmettre des Informations Confidentielles sous réserve que lesdits sous-traitants aient été dûment acceptés par le maître d'ouvrage et après que le Titulaire (i) ait inséré dans les contrats le liant auxdits sous-traitants des clauses de confidentialité au moins aussi contraignantes que les présentes et (ii) se soit assuré que chacun des membres du personnel desdits sous-traitants susceptible d'avoir accès aux Informations Confidentielles
- S'agissant des échanges que le Titulaire est amené à avoir avec les autres opérateurs économiques avec lesquels il est en interface du fait même de l'exécution du présent marché public ; d'une part, le Titulaire doit, avant même d'échanger une Information Confidentielle, (i) s'assurer que ces derniers sont, d'une quelconque manière, liés au projet, au maître d'ouvrage ou à tout autre titulaire d'un marché attribué par le maître d'ouvrage dans le cadre du projet pour lequel ils interviennent en qualité de sous-traitant, (ii) qu'ils sont, à ce titre, soumis aux mêmes obligations de confidentialité que celles objet du présent article, et que chacun des membres de leur personnel et intervenants a signé l'attestation de Confidentialité du Projet ; d'autre part, le Titulaire ne peut échanger avec ces opérateurs économiques et leur personnel et intervenants que des Informations Confidentielles strictement liées à l'exécution des prestations objets de l'interface les liant l'un à l'autre, à l'exclusion de toute Information Confidentielle dont le Titulaire serait en possession mais non directement liée à l'activité de l'autre opérateur économique considéré.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable envers le maître d'ouvrage de tout manquement aux présentes obligations de confidentialité, que celles-ci relèvent de son propre fait ou du fait de ses sous-traitants, étant entendu que tout manquement pourra, le cas échéant,

conduire le maître d'ouvrage à appliquer une pénalité de 500 € par faits constatés ou à résilier le présent marché public aux torts du titulaire.

Afin de permettre les vérifications nécessaires quant à l'identité des opérateurs économiques et de leur personnel et intervenants à même d'accéder aux Informations Confidentielles, le Titulaire établit et tient à jour la liste exhaustive des membres de son personnel et/ou de ses intervenants ayant signé l'attestation de Confidentialité du Projet (en ce compris le personnel et les intervenants de ses sous-traitants). Cette liste doit comprendre les informations suivantes : nom, prénom, entreprise et service de rattachement, qualité/fonction. Cette liste est transmise au maître d'ouvrage après chaque mise à jour sous format informatique. Réciproquement, le maître d'ouvrage tient à jour la liste globale des personnes, membres de son personnel et membres du personnel et intervenants de l'ensemble des opérateurs économiques impliqués dans l'exécution du projet, qui ont signé l'attestation de Confidentialité du Projet et sont ainsi autorisées à connaître d'Informations Confidentielles. Sur demande du Titulaire, le maître d'ouvrage vérifie cette liste globale afin d'informer le Titulaire du fait que les personnes physiques avec lesquelles il entend échanger des Informations Confidentielles sont ou non signataires de l'attestation de confidentialité donc autorisées ou non à en connaître.

Le Titulaire s'engage à première demande du maître d'ouvrage à restituer les Informations Confidentielles ou à les détruire et à certifier par écrit les avoir détruites. Cet engagement vaut tant pour les Informations Confidentielles en sa possession que celles détenues par ses sous-traitants.

## **9-2 Exceptions**

Toutefois, les obligations de confidentialité objet du présent article ne s'appliquent pas aux informations dont le Titulaire peut apporter la preuve que :

- L'information concernée était en sa possession avant l'entrée en vigueur du présent marché public ;
- le Titulaire a licitement obtenu l'information concernée d'un tiers qui était lui-même autorisé à la divulguer ; par essence, la présente exception ne s'applique pas aux informations transmises par des tiers qui s'avèrent être eux-mêmes soumis au dispositif de confidentialité mis en œuvre dans le cadre du Projet CSNE, ces informations constituant par nature des Informations Confidentielles,
- L'information concernée était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou qu'elle y est tombée autrement que par un manquement du Titulaire aux exigences du présent article,
- La divulgation est rendue nécessaire par application d'une décision d'une autorité administrative ou judiciaire ; dans cette hypothèse, le titulaire doit toutefois en informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais afin de limiter la communication à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la disposition légale ou réglementaire ou à l'injonction administrative ou judiciaire ; cela vaut notamment en cas de demande de communication de toute pièce formulée par un tiers en application de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, aujourd'hui codifiée au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration.

## **9-3 Durée de l'engagement de confidentialité**

Sauf décision contraire des Parties, les dispositions du présent article produisent leurs effets pendant toute la durée du présent marché public et pendant les cinq (5) années suivant sa cessation, pour quelque cause que ce soit.



## **ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE**

### **10-1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation sont définies aux Chapitres 7 CCAG MOE.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne percevra aucune indemnisation.

En application de l'article 34 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG MOE., le marché pourra être résilié pour faute dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP. Ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Si le présent marché est résilié aux torts du maître d'œuvre, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'œuvre et acceptées par le Maître de l'Ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %, en dérogation de l'article 31 du CCAG MOE. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du maître d'œuvre, les prestations sont réglées sans abattement.

### **10-2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au maître d'œuvre dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du maître d'œuvre de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le maître d'œuvre, à aucune indemnité

## **ARTICLE 11. RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat

et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **ARTICLE 12. REGLEMENT DES LITIGES**

### **12-1 Règlement amiable**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

### **12-2 Règlement juridictionnel**

Le Tribunal Administratif de Caen est la juridiction compétente qui pourra être saisie en cas de litige.

## **ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG MOE**